

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Henri Favre, *El movimiento indigenista en América Latina*, Instituto Francés de Estudios Andinos, Centro de Estudios Mexicanos y Centro Americanos, Lluvia Editores, Lima, Perú, 2007, 172 p.

par Boris Marlin

Recherches amérindiennes au Québec, vol. 38, n°2-3, 2008, p. 155.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/039805ar>

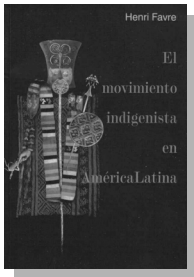
DOI: 10.7202/039805ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org



El movimiento indigenista en América Latina

Henri Favre. *Instituto Francés de Estudios Andinos, Centro de Estudios Mexicanos y Centro Americanos, Lluvia Editores, Lima, Perú, 2007, 172 p.*

LIMITÉ À 172 PAGES, cet ouvrage est ambitieux par l'objet de son étude. Il embrasse, en effet, la question autochtone à travers les Amériques latines dans ses dimensions historique, sociale, culturelle et politique. Une telle synthèse est rendue possible grâce à la notion d'indigénisme que l'auteur français, docteur en sociologie et chargé de recherche au CNRS, expose clairement, objectivement et avec un réel effort de concision. L'indigénisme constitue, en effet, une de ces notions pluriséculaires qui traversent le monde latino-américain. L'indigénisme n'exprime pas une pensée indigène; il résulte d'une réflexion des Européens métissés ou créoles latino-américains à propos de l'Indien et de sa place dans la société. Selon son acception la plus large, l'indigénisme, qui trouvera son apogée entre 1920 et 1970, est défini comme « le courant d'opinion favorable aux Indiens ». Historiquement, l'auteur fait remonter l'indigénisme d'inspiration humaniste à la découverte de l'Amérique par Colomb. Le premier chapitre de l'ouvrage rappelle de cette façon les « antécédents coloniaux » de l'indigénisme. Les quatre chapitres suivants abordent deux grands sujets : les différentes formes de l'indigénisme (chapitres 2 et 3) et la politique indigéniste (chapitres 4 et 5).

Dans les deuxième et troisième chapitres, Henri Favre décline d'abord les indigénismes suivant la pensée des auteurs plus ou moins connus. Il dresse ainsi une typologie des indigénismes suivant la pensée des auteurs : le « racialisme », c'est-à-dire l'idée de dilution raciale de l'Indien au sein de la société par le métissage; le « culturalisme », c'est-à-dire la reconnaissance de la composante indigène dans la culture nationale; le « marxisme », c'est-à-dire la

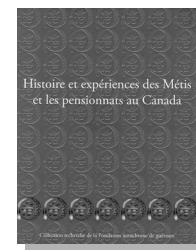
théorisation de la question autochtone par le concept de la lutte des classes; et le « tellurisme », c'est-à-dire l'idée que l'Indien est un élément des forces naturelles formatrices de la nation. Pour être complet, l'auteur souligne aussi les expressions artistiques de l'indigénisme dans la littérature, les arts plastiques ou encore la musique. Ces différentes formes d'indigénismes sont en fait toutes orientées vers un même objectif d'intégration de l'Indien à la communauté nationale.

Dans les quatrième et cinquième chapitres, Henri Favre étudie la politique indigéniste ou l'indigénisme officiel. Ici, l'auteur définit la politique indigéniste comme la politique étatique destinée à résorber la disparité culturelle, sociale et économique entre l'Indien et la population non indigène. En somme, le mouvement indigéniste comme doctrine officielle exprime la volonté des États populistes latino-américains, durant le ^{xx}e siècle, de transformer les sociétés en « nations » et d'inclure les Indiens dans ce projet nationaliste. En outre, les faits particulièrement graves dont les Indiens furent les victimes au début du ^{xx}e siècle provoquèrent une prise de conscience en faveur de leur protection dans l'opinion publique et dans les gouvernements. L'indigénisme officiel a vite été relayé par différents mécanismes juridiques (législation nationale et instruments internationaux), sociaux (éducation), et par des institutions chargées du « bien-être » des Indiens qui tendaient à leur intégration progressive. Cette politique indigéniste a reposé avant tout sur le postulat évolutionniste et hiérarchisant que la société nationale est en tous points plus évoluée, donc meilleure, que les sociétés indigènes. L'auteur tire ensuite un bilan de l'indigénisme officiel en relevant qu'il a abouti à une sorte de « nationalisation » des Indiens; celle-ci a résulté en fait des conséquences sociales que la modernisation des techniques agricoles liée au capitalisme et l'éducation civile ou religieuse ont entraînées dans les communautés indigènes. Les Indiens qui ont intégré « la nation » auront ainsi suivi un processus d'acculturation, d'exode rural et de prolétarianisation. À terme, la politique indigéniste fait donc disparaître l'indigène en tant que tel.

Mais les années 1970 marquent la fin du modèle de l'État populiste et la disparition de l'indigénisme comme doctrine officielle. Des réformes constitutionnelles menées dans les années 1980

ayant reconnu le droit des Indiens à être différents et à le rester, l'auteur conclut au passage à un nouvel indigénisme ou « indianisme », c'est-à-dire à l'expression par les Indiens eux-mêmes de leurs différences et de leurs aspirations politiques, sociales, culturelles et économiques reconnues par l'État. Les Indiens s'approprient l'indigénisme qui devient aussi un mouvement de revendication sociale et politique. La politique indigéniste de « nationalisation » des Indiens est remplacée par leur différenciation au sein de la Nation. En outre, l'auteur souligne, à juste titre, que la doctrine néolibérale d'inspiration américaine adoptée de manière générale par les États latino-américains s'accommode d'une plus grande autonomie des communautés indigènes dans la gestion de leur existence selon leur organisation sociale, coutumes, langues, croyances et traditions. La démocratisation des régimes latino-américains et la reconnaissance des droits de l'homme auront également joué en faveur du changement d'orientation politique vis-à-vis des peuples autochtones. Au final, la diversité culturelle n'étant pas en soi contraire à la volonté d'unité nationale, un nouvel indigénisme émerge depuis la fin du ^{xx}e siècle en Amérique latine.

Boris Marlin



Histoire et expérience des Métis et les pensionnats au Canada

Larry Chartrand, Tricia Logan et Judy Daniels. *Fondation autochtone de guérison, Ottawa, 2006, 200 p.*

DEPUIS PLUS D'UNE DIZAINE D'ANNÉES, d'importants travaux de recherche ont porté sur l'expérience des Premières Nations dans les pensionnats, mais celle des Métis a souvent été laissée dans l'ombre et même considérée comme de seconde importance. En 1996, Le Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones mentionnait pourtant bien que les pensionnats avaient également été fréquentés par des Métis (Rapport de